

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1237 du 12 mai 2015 | www.libres.org

Hebdomadaire 1€

1981-2015 | 35ème année de parution



SOMMAIRE DU N°1237

EDITORIAL : Cameron : «le courage de réformer» pp.1-2

CONJONCTURE : L'avenir des banques universelles en question p. 3

ACTUALITES : Enfin un premier pas vers la laïcité totale p. 4 - Castro fait à la France l'honneur de recevoir Hollande p. 5 - Laborieuse mise en place du contrôle des immigrants p. 5

ACTUALITE DU LIBERALISME : pp. 6-7

LU POUR VOUS : p. 8

Cameron :

« le courage de réformer »

Ce n'est pas moi qui l'ai dit, mais Bruno Le Roux, président du groupe parlementaire PS à l'Assemblée Nationale : "Cameron a gagné par courage de réformer". J'approuve complètement cette analyse, même si elle procède de l'habileté électorale.

J'approuve cette analyse et je trouve que les commentateurs ont été un peu courts en se focalisant sur la promesse de référendum sur l'Union Européenne. Certes, David Cameron et la plupart des citoyens du Royaume Uni, Ecosais compris, n'aiment pas l'orientation actuelle prise par l'Union Européenne. Ayant lutté contre l'Etat Providence à Londres, Cameron n'aime pas le voir reconstruire à Bruxelles. Il n'est d'ailleurs pas le seul en Europe : Polonais, Baltes, Scandinaves et Allemands de la CDU

n'approuvent guère le plan Juncker, la gestion de l'euro, l'avalanche de textes et de normes issue d'une bureaucratie dirigiste et la démagogie coûteuse d'un Parlement irresponsable. Il serait donc tout à fait irréaliste de négliger la dimension européenne du succès électoral de David Cameron.

Mais il est tout aussi irréaliste de masquer la satisfaction des électeurs britanniques pour les réformes réalisées par le gouvernement conservateur depuis 2011. Dans une conférence (organisée par l'IREF) à l'Université de Rennes en décembre 2011, je mentionnais l'étude réalisée par l'économiste Alberto Alesina et son équipe de Harvard : sur près de 200 consultations électorales rapportées, les « réformateurs » ont été réélus dans 83 % des cas. >>

Abonnements et commandes

Vous avez été nombreux à nous demander de vous abonner, vous réabonner à la Nouvelle Lettre ou de passer vos commandes d'ouvrages en ligne. C'est chose faite ! Nous conservons également la possibilité d'imprimer le bulletin d'abonnement à nous retourner par courrier avec votre règlement.

Abonnement et paiement en ligne

Bulletin d'abonnement

aleps

ASSOCIATION POUR LA LIBERTÉ ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

www.libres.org

C'est ce qui s'est passé entre autres avec Margaret Thatcher (réélue quatre fois), Ronald Reagan, et au Canada, en Australie, en Nouvelle Zélande, en Suède, en Pologne, etc..

Faut-il s'en étonner ?

En réformant, les gouvernants s'attirent le respect des citoyens. Il faut en effet du courage pour changer quelque chose en profondeur quand règne la « tyrannie du statu quo » (Friedman). Si la situation d'un pays est en si mauvais état, c'est qu'elle fait l'affaire d'un certain nombre de personnes et de corporations, qui ont su au fil des ans se voir reconnaître un grand nombre de privilèges et passe-droits. Tout changement significatif est un risque pour eux et ils font pression sur le pouvoir politique et manifestent à titre préventif. En France, 57 % du PIB en dépenses publiques signifie que la moitié des gens est suspendue aux basques de l'Etat. C'est ce que La Boétie appelait « la servitude consentie » : tous dans la main du pouvoir, tous derrière le grand frère.

Une autre raison du succès électoral des réformes est que les gouvernants obtiennent la confiance des gens qui les avaient précédemment élus. Quand les promesses électorales ne sont pas tenues, les déceptions et les votes protestataires se multiplient au fil des mois. Nicolas Sarkozy et ses ministres ont déçu, François Hollande déçoit. Finalement, chacun attend les erreurs de l'autre pour se placer pour les prochaines échéances. Cela ne constitue pas un programme électoral, et encore moins un projet de réforme.

**« Réformer est un gage
de succès électoral »**

C'est tout cela que David Cameron et son parti ont refusé de faire. Ils avaient un programme de gouvernement (Big Society) et ils s'y sont tenus : diminution des dépenses publiques, donc du nombre de fonctionnaires (450.000), par transfert massif des services publics vers des opérateurs privés. Ce programme est détaillé dans les colonnes de cette Lettre.

Evidemment, les réformes Cameron sont inspirées par un « ultralibéralisme » de bon aloi. Bruno Leroux serait-il un Tony Blair à la française ? Je crois plutôt qu'il a entendu « vendre » la loi Macron et toutes les mesurette plus ou moins heureuses par lesquelles les socialistes s'efforcent maintenant d'attirer le chaland. A les entendre, ils auraient eu en trois ans le mérite d'éponger l'héritage de la droite (« ce n'était pas facile », dit François Hollande). Aujourd'hui, Manuel Vals engagerait le pays dans une voie nouvelle, celle de la « sociale-démocratie » ou du « socialisme libéral ». D'ici 2017, et juste à temps pour les présidentielles, c'est le sceau de la réforme qu'imprimera l'Elysée. Pour autant, on ne va pas renoncer à donner quelques gages à la gauche, notamment en poursuivant l'œuvre destructrice de la société française dans les écoles, dans les familles, ni à battre l'estrade sur l'environnement avec le sommet de Paris, ou sur les droits de l'homme (jeter en particulier l'opprobre sur la colonisation française). Donc, qu'on se rassure : on va réformer « à la française », sans aller aussi loin que le souhaiteraient les libéraux extrêmes comme le précise Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement : « du côté des libéraux, banquiers, financiers, cela ne va jamais assez loin ».

**« Les socialistes entonnent l'ode à
la réforme »**

En conclusion, je ne crois pas que Valls soit Cameron, ni que les socialistes soient devenus les conservateurs. Je peux me tromper et en être heureux : après tout des réformes libérales ont été amorcées ou réalisées par des gouvernements de gauche (Canada, Australie, Suède). En revanche, je ne crois pas me tromper en pressant à nouveau l'opposition de se donner un programme de réforme sincère et cohérent, et à s'engager à faire ce qu'elle n'a jamais voulu ou réussi à faire depuis soixante dix ans, par manque de courage, voire manque de lucidité...électorale.

Jacques Garello

La « Big Society » des conservateurs anglais

Jacques Garelo explique à juste titre le succès des conservateurs par l'importance des réformes qu'ils ont réalisées en quatre ans. Nous pouvons les énumérer et les commenter une par une, mais le plus important est sans doute qu'elles se sont inscrites dans un projet de société global (« comprehensive », disent les Anglais) : la « Big Society ».

La vision d'ensemble

Elle se ramène à deux constats négatifs: le secteur public est trop développé, l'Etat central en fait trop. L'alternative s'inspire du principe de subsidiarité. On peut parler de subsidiarité horizontale : le public ne devrait intervenir que lorsque le privé est incapable de gérer l'affaire. On peut encore parler de subsidiarité verticale :

quand on recourt au public, l'Etat central ne devrait intervenir que si les administrations locales sont incapables de régler le problème.

La subsidiarité est étayée et rendue réaliste par un engagement plus marqué des individus et des communautés : on peut compter sur eux pour prendre des initia-

tives, créer des emplois, rendre des services. L'esprit d'assistance disparaît au bénéfice de la responsabilité personnelle et de la coopération volontaire. Les artisans de la « Big society » font l'hypothèse que des Anglais libérés des pesanteurs et coûts étatiques sont en mesure de contribuer à la prospérité générale.

Le privé à la place du public

La réforme la plus spectaculaire aura été le transfert de nombreux services publics au secteur privé. Ce transfert peut être total ou partiel. Total, il implique que des entreprises, des associations, des individus, se substituent à l'administration. C'est le cas pour l'école : 2.300.000 élèves sont désormais dans des établissements totalement autonomes. C'est le cas pour les transports et l'énergie, dans le prolongement

de ce qu'avaient fait Margaret Thatcher et Tony Blair. Partiel, il est fondé sur le partenariat privé-public, créant une saine émulation. C'est le cas pour la santé, le monopole et les coûts du National Health Service ont été réduits par l'appel aux praticiens privés, aux associations caritatives. C'est le cas pour les retraites, où le système public obligatoire ne représente plus qu'un mince filet social tandis que les assureurs privés et

les mutuelles versent aujourd'hui près de 60 % du total des pensions, avec des cotisations diminuées d'un tiers en vingt ans. Au total, le nombre de fonctionnaires a diminué de près de 600.000, dont 450.000 environ au niveau de l'Etat. Par miracle, le déficit budgétaire a été réduit de moitié (tout en restant pour l'instant trop élevé autour de 4,5 %).

Le privé créateur d'emplois

Les fonctionnaires ainsi évincés ne sont pas devenus des chômeurs. La première raison a été la création massive d'emplois par le secteur marchand. Pour un emploi public supprimé, deux emplois privés ont été créés, soit 2 millions en quatre ans (1.000 emplois par jour). Quelle mesure à l'origine de cette dynamique ? D'abord la réduction de la fiscalité : le taux d'impôt sur les sociétés a

été abaissé de 26 à 20 % (36 % en France), la tranche marginale d'impôt sur le revenu est passé de 50 à 45 %. Ensuite l'encouragement des « business angels », ces PME développées par de petits investissements privés fiscalement allégés. Les auto-entrepreneurs ont eu le même succès qu'en France, avec des modalités encore plus avantageuses puisqu'on peut être AE et salarié

d'une entreprise en même temps. Enfin, le contrat de travail est d'une totale souplesse, allant jusqu'au « zéro-heure » : le nombre d'heures pour lesquelles on est embauché est ignoré – une formule qui est source de précarité sans doute mais qui a la faveur des jeunes de 16 à 24 ans qui mettent le pied à l'étrier.

Le Crédit Universel

Enfin, et cela explique aussi la réduction du taux de chômage à 5,5 % (moitié du taux français), les multiples allocations inventées par le Welfare State (logement, santé, retraite, indemnités de chômage) ont été fondues en une garantie offerte aux ménages disposant d'un faible revenu (le pla-

fond est de 2.500 euros mensuels) : un crédit est ouvert à leur compte et est disponible s'ils subissent une baisse de ressources (par exemple une diminution de salaire pour garder ou trouver un emploi). Les chômeurs sont ainsi incités à accepter des emplois moins bien rémunérés,

sachant que leur compte leur permettra de ne subir aucune perte de revenu. Ainsi, en Angleterre, tout le monde s'est remis au travail (alors que le taux d'activité en France est l'un des plus bas) et le résultat est une croissance de 2,5 % prévue pour 2015, l'un des taux les plus élevés en Europe. •

Enfin un premier pas vers la laïcité totale

La croix dominant la statue de Saint Jean Paul II à Ploërmel sera démontée

C'est une décision du 30 avril du Tribunal Administratif de Rennes. Elle a accédé à la requête de l'association « Libre Pensée » demandant que la croix et l'arche qui surplombent la statue de St Jean Paul II (sur la place qui porte son nom) soient démontées. Elles ne peuvent rester sur le domaine public parce que ce sont « des symboles ostentatoires de la religion ».

Cette sentence peut être tournée en ridicule, c'est ce que fait un de nos lecteurs dont nous allons suivre le raisonnement ubuesque. Mais elle touche à l'un des problèmes les plus graves dans notre pays : le gouvernement détruit les bases spirituelles, morales et culturelles de la nation française.

Commençons par faire comme s'il s'agissait d'une mauvaise farce. *« Quelles sont les conséquences logiques de cette décision si elle était amenée à faire jurisprudence ? Plus aucune croix ne devrait rester en France sur le domaine public. Ou bien on les enlève toutes, au nom de la laïcité, ou bien l'Etat les vend et réduit la dette publique. De façon plus large, il faut faire disparaître les croix, les croissants et les étoiles de David de tous les cimetières de France ; ce qui fera baisser le nombre des profanations. Les « signes ostentatoires de la religion » comprennent aussi les basiliques, les cathédrales, les monastères – le Mont Saint Michel – les synagogues et les mosquées. L'Etat devrait-il détruire les monuments les plus fréquentés de France ?*

Il faudra aussi faire disparaître de tous les musées publics français les « signes ostentatoires de la religion ». Comment exposer au public les œuvres de Raphaël, Michel Ange, Philippe de Champaigne ou même Claude Monet ou Salvador Dali ? Quant à l'Opéra Bastille, il devra faire tomber le couperet sur le final de Faust : comment accepter qu'une salle subventionnée par l'Etat laïc puisse laisser Marguerite prier « Anges purs, anges radieux portez mon âme jusqu'aux Cieux », avant que le chœur ne couronne l'œuvre en chantant « Christ est ressuscité ? »

Enfin, comment ne pas être obligé à changer le nom de villes telles que Saint Etienne, Saint Raphaël ou Saint Tropez ? Les Turcs, naguère laïcs, vont-ils faire disparaître la Mosquée Bleue et Sainte Sophie du ciel d'Istanbul ? »

Le drame est en fait plus profond. Car ce ne sont pas seulement les « symboles ostentatoires » que les fanatiques de la laïcité républicaine veulent faire disparaître, c'est l'idée même de religion qu'ils entendent éradiquer de notre société et, par priorité, de l'éducation des enfants. Ce gouvernement s'y emploie avec zèle et Madame Vallaud Belkacem en particulier. Le prétexte est la lutte contre l'islamisme radical. Mais pour autant faudra-t-il dire les messes dans les catacombes ? L'enseignement privé (catholique ou autre) est déjà muselé, contrôlé, orienté : l'Education Nationale veille aux programmes, à la pédagogie, à la carrière des maîtres. « L'argent public au public », slogan de la FSU et autres syndicats laïcards. Mais l'argent public, c'est le nôtre, et on nous en dépossède pour subventionner la croisade de la Laïcité d'Etat. La nation ? Un concept dépassé, on en élimine ou en déforme l'histoire. Car la nation, c'est l'Etat, c'est la République une, laïque et indivisible.

Les libéraux, et Hayek en particulier, expliquent la nécessaire et lente émergence des règles sociales, celles qui réduisent le plus possible l'incertitude de chacun sur le comportement des autres. Cette émergence est progressive et séculaire, fruit de l'expérience qui révèle les interdits inutiles et les voies de l'harmonie. L'entreprise de la laïcité est rupture volontaire de ce processus de sélection institutionnelle. A l'ordre spontané, né de l'évolution tâtonnante, elle substitue l'ordre créé, le diktat d'une minorité de « guides ».

Ici les guides ont une pensée bien arrêtée, qu'ils disent ou font croire « libre » : interdire toute référence à Dieu, exclure toute transcendance dans la vie des hommes. Au commandement du Christ « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés » ils préfèrent l'anathème de Blanqui « Ni Dieu, ni maître ». Mais, faibles d'esprit, ils ne se rendent pas compte qu'ils ont accepté l'Etat et pour maître et pour Dieu.

Castro fait à la France l'honneur de recevoir Hollande

Montoire : Hitler fait à la France l'honneur de rencontrer le Maréchal Pétain

Etes-vous révoltés par les embrassades de Cuba ? Hollande, lui, en est honoré. Il est fier d'avoir rencontré « *un homme qui a fait l'histoire* ». Hitler, Lénine, Staline, Mao ont fait l'histoire. Ils ont emprisonné, massacré, ils ont servi une idéologie de haine, ils ont réduit les peuples en esclavage. Ceux qui l'ont pu ont fui leur pays. Mais ces dictateurs ont répandu leur poison dans le monde entier. Castro, c'est aussi Chavez, Morales, Ortega, Correa : dictateurs marxistes protecteurs des narco-trafiquants. Dans l'histoire des rencontres avec Castro, Hollande partage cet honneur avec Pinochet (1976).

Mais les Français « ont la mémoire courte ». Chez nous les jeunes portent volontiers le t-shirt du « commandant Che Guevarra », appelé à juste titre « Carnecito », le boucher, dont la sauvagerie

n'avait d'égale que la cupidité. Thierry Mandon, secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat et à la Simplification (sic), a comparé hier Hollande et Guevarra : leur vertu commune c'est une « résistance hors du commun ». Résistance à quoi ? Mandon explique : « *Quelle que soit la difficulté, on tient bon. Ça donne des révolutions à Cuba et une résistance hors du commun en France.* » Nous voilà éclairés : il faut tenir, continuer aveuglément dans la voie de l'erreur, de l'impuissance, du mensonge. Et surtout dans la foi en soi : Hollande peut douter de tout, il ne doute pas de lui-même : « je suis le premier à venir ici ».

Il est persuadé que la gauche de la gauche va finalement se rallier à lui. Interrogé aujourd'hui à Télématin, Jean Luc Mélanchon a été dithyrambique. Il a retrouvé « son » Hollande, il se retrouve en

1981, au bon vieux temps des nationalisations et du service public unique et laïque de l'Education Nationale.

Mieux qu'en 1981 au moment de l'alliance marxiste entre PS et PCF, nous voici maintenant en 1940, à Montoire, lorsque Pétain s'engage devant Hitler à la collaboration avec l'occupant.

En réalité, rien ne saurait nous surprendre : le national-socialisme et le communisme, même origine et même combat (la « *route de la servitude* » d'Hayek). La Révolution Nationale (1940) et le Programme de la Résistance (1944), même contenu : sus au marché et à la finance, vive l'Etat et le Plan. Nous n'en sommes guère sortis. Merci à François Hollande de nous rappeler les fondamentaux de la déchéance française. •

Laborieuse mise en place du contrôle des immigrants

Les Italiens ne veulent pas de fonctionnaires européens pour ce contrôle

Nous avons eu l'occasion de proposer une vue synthétique du problème de l'immigration en Europe (Nouvelle Lettre 1234 Le drame profond de l'immigration). La solution est sur le long terme, mais dans l'immédiat il faut arrêter le drame vécu par les immigrés et canaliser les flux pour les répartir entre les divers pays de l'Union.

Le principe de la répartition a été adopté au niveau de Bruxelles, en dépit des résistances des pays d'Europe Centrale et de l'Est (moins concernés jusqu'à présent et qui ne veulent pas entrer de force dans un système de quotas) et des Anglais (qui avaient déjà obtenu un régime spécial dont ils se contentent pour l'instant). Le calcul des quotas d'accueil pour

chaque pays membre n'est pas encore définitif (les divers critères, y compris celui du niveau de richesse nationale, ne font pas l'unanimité).

Mais, en dehors de l'aspect quantitatif, reste l'aspect qualitatif. Qui sont ces immigrants ? Comment les orienter en fonction de leur formation, de leur catégorie (réfugiés politiques, économiques, etc.) et de leur situation de famille ? Il est nécessaire de les identifier, même sommairement. Ce travail est fait pour l'instant par les pays « d'accueil » : Italie principalement, Grèce, Espagne.

Mais la tâche est immense : plus de mille points de transit, la Sicile accueille plus du quart des immigrés en Italie. L'idée européenne, suggérée par Angela Merkel, est

de porter aide en déléguant sur place des gens choisis et payés par l'Union (comme les agences Frontex et Europol). Mais Rome s'y refuse pour l'instant, car les Italiens y voient une accusation implicite de laxisme et une ingérence intolérable : pourquoi le contrôle ne se ferait-il pas aussi à la frontière du pays vers lesquels s'acheminent les immigrés ? Demain 13 mai la question devra être tranchée par les ministres européens à Bruxelles. Une « planification » des flux sous la coupe des fonctionnaires européens n'est pas la meilleure formule... Mais nous sommes dans l'urgence, disent les Allemands, la libre circulation des hommes et un marché du travail européen fluide ne sont pas pour demain. •

Le Prix de la Liberté attribué à Pascal Salin



Ce prix récompense des intellectuels de toutes disciplines et de tous pays « dont les travaux et publications ont puissamment contribué à faire avancer et à diffuser les idées de la liberté dans le monde ». Le 27 juin prochain, c'est le Président de la République en personne qui lui remettra le Prix.

J'ai oublié de préciser que la cérémonie se déroulera à Rome et que c'est le Président de la République Italienne Sergio Mattarella qui distinguera le lauréat.

Je suis sûr que François Hollande honorera à son tour notre ami. Pour aider l'Elysée à préparer le discours de remise du prix, je livre à la réflexion quelques idées sur Pascal Salin.

Jacques Garelo

Google et Wikipedia vous diront beaucoup de choses sur Pascal Salin, l'homme, l'œuvre, les honneurs. Puisque j'ai le privilège de connaître, d'accompagner et d'apprécier Pascal Salin depuis fin 1966, date de notre commune réussite au concours d'agrégation des Facultés de Droit et

d'Economie, je voudrais rapporter quelques faits pour indiquer le rôle méconnu mais déterminant de Pascal Salin dans le débat d'idées et le combat pour la liberté.

Il ne s'agit pas pour moi, ni pour lui, de chanter sa gloire - fût ce mérité. Mais de rappeler

qu'une société de libertés a besoin d'intellectuels engagés qui aient le talent et le courage d'éclairer leurs contemporains. Peu importe qu'ils soient ou non suivis ; demeure l'impérieuse nécessité dans un pays asservi d'avoir les lumières d'esprits libres. Je vais d'ailleurs commencer par là.

Pourquoi la pensée unique ?

Dans un article publié dans les colonnes du Monde, pourtant gazette de ladite pensée, Pascal s'interrogeait sur les raisons de la pensée unique qui, dans notre pays, habite les milieux politiques, intellectuels, médiatiques.

La première est à rechercher dans l'organisation de l'enseignement supérieur. Notre pays a la particularité de posséder de « grandes écoles ». L'élite de la jeunesse s'y destine, car la sélection à l'entrée est impitoyable et donne déjà un brevet d'excellence à celui qui « intègre ». Par comparaison, tous les autres pays développés ont des universités pour former leur jeunesse. Il en

existe en France sans doute, mais leur fréquentation et leur réputation sont dans l'ensemble médiocres, car il n'y a pas de sélection à l'entrée, ni parfois à la sortie. Or il y a une différence fondamentale entre école et université. Dans l'une l'enseignement est plutôt directif, le savoir est transmis sans grand débat. On y recherche l'excellence dans l'uniformité. Dans l'autre l'enseignement est étroitement lié à la recherche et la recherche est diversité, controversée, allant jusqu'à la contradiction. L'esprit critique et la découverte sont au cœur des études. Sans doute ces belles couleurs ont-elles été délavées dans

l'Université française actuelle, des universités parking pour futurs chômeurs, des universités que l'on a dissuadé de s'intéresser à la recherche, comme en URSS ou en Chine Populaire. Ainsi par sa formation dans les grandes écoles l'élite française est-elle davantage portée à suivre qu'à contester.

Cette première raison s'articule avec une seconde. L'élite française va entrer dans la vie active en se destinant aux plus grands postes de contrôle de la société : les grandes administrations d'Etat d'une part, les grandes entreprises d'autre part.

La création de l'Ecole Nationale d'Administration, elle-même articulée avec Sciences Po, devenue grande

école, permet d'homogénéiser les princes qui gouvernent la politique et l'économie. De véritables corporations, telle

l'Inspection des Finances, assurent le recrutement.

Pourquoi la pensée mondiale ?

En France, la pensée unique est française. Pléonasmisme ? Non : seule la pensée « made in France » intéresse la nation. De nombreux efforts sont actuellement menés par des libéraux de bonne foi pour démontrer que les racines du libéralisme sont « françaises ». Il est vrai que Turgot, Say, Constant, Tocqueville et Bastiat sont des auteurs que les étrangers ont lus, dont ils se sont inspirés. La réciproque n'est pas vraie : on se méfie, quand on ne les rejette pas, des auteurs « anglo-saxons et germains ». Pascal Salin a mené une croisade tout à l'inverse. Dès 1965, il a créé avec quelques amis le séminaire « Jean Baptiste Say » un auteur bien français. Mais que travaillaient ces jeunes écono-

mistes ? La théorie du revenu permanent de Milton Friedman et les premières pages du monétarisme. Pascal Salin n'a cessé de s'enrichir, de nous enrichir, au contact des économistes du monde entier. Le projet d'une Université d'Eté de la Nouvelle Economie l'a tout de suite séduit, et Aix est devenue une succursale de la Société du Mont Pèlerin, cet extraordinaire aréopage d'intellectuels libéraux du monde entier, riche d'une dizaine de prix Nobel. Ils sont tous venus en France, et les Français se sont mis à fréquenter les colloques internationaux, s'ouvrant largement aux nouveaux développements de la science économique, et en particulier à l'école autrichienne, à laquelle Pascal Salin s'est intéressé

après son séjour au Ludwig von Mises Institute d'Auburn (Alabama). Il était donc naturel que Pascal devienne le Président de la Société du Mont Pèlerin, de 1994 à 1996, et organise son congrès mondial (600 personnes) à Cannes en 1996. Maurice Allais, longtemps notre seul prix Nobel (avant Tirole l'an dernier) n'aimait pas Salin, à qui il reprochait d'être libre échangiste, « une illusion » disait-il en prônant le protectionnisme. Pour Pascal Salin, la science n'a ni frontière ni patrie et on ne peut que s'enrichir par l'ouverture, intellectuelle aussi bien que commerciale, à l'étranger. Il n'est pas surprenant que ce soit l'Italie qui veuille l'honorer aujourd'hui.

Courage et indépendance

Il faut à l'intellectuel et à l'universitaire en particulier, des vertus spécifiques et rares. Pascal Salin n'a jamais accepté de se taire. Il est vrai qu'il n'a jamais cherché à faire une carrière politique : il n'admet aucune compromission bien sûr, mais aucun compromis non plus. Il faut avoir le courage de ses opinions, être libre de toute sujétion matérielle ou idéologique. Il sait que la mission d'un professeur est de convaincre, d'entraîner des jeunes et former des disciples. Le plus important moment de

sa carrière universitaire a été sans doute cette année 2004 où il a été nommé président du jury du concours d'agrégation de sciences économiques (qui recrute les professeurs d'université). Quel tollé ! Quelle offensive de Libération, du Monde et des bien pensants : un libéral sectaire ! Cette campagne abjecte n'a pas empêché le jury Salin d'agréger cinq jeunes économistes libéraux sur un total de vingt. Honnêteté et indépendance. Une telle attitude force le respect. C'est une leçon impor-

tante : la liberté est une cause trop belle pour inspirer le sectarisme et la science exige trop de rigueur pour laisser place aux cabales et passe-droits.

Voilà quelques-uns des aspects de la personnalité et des réalisations de Pascal Salin. Cela suffira sans doute à nos dirigeants pour l'écouter enfin et cela devrait convaincre nombre de Français de l'importance des ressources intellectuelles immergées dans notre pays et de la nécessité de les révéler.

Lu pour vous : articles, revues, sites

 *A l'initiative de Jean Martineau, président du Prix Renaissance de l'Economie et en concertation avec les anciens lauréats du Prix Renaissance de l'Economie, Michel de Kostolan, président, Jacqueline Lebrun et Camille François Lestienne, vice-présidents, Jean Larmande, secrétaire général, Daniel Ancelet, Michel d'Anthoïard, Gérard Billard, Maha Charaf, Hubert Cottin, Brigitte de Driesbach, Pierre-Luc Farret, Bernard de Gallier, Martine Martineau, André Pertusio, Philippe Pichot-Bravard, Benoîte Tuffin et Yves Tarantik, administrateurs du Cercle Renaissance, vous prient de leur faire l'honneur d'assister au*

Dîner de remise du
Prix Renaissance de l'Economie 2015
le mercredi 20 mai 2015 à 19h 30
dans les salons de l'Aéroclub de France, 6, rue Galilée, 75016 Paris.


A l'issue du dîner, et en présence du collège des anciens lauréats, le
Prix Renaissance de l'Economie 2015
sera remis à
Nicolas Lecaussin
directeur du développement de l'IREF (Institut de Recherches économiques et fiscales)
pour l'ensemble de son œuvre, dont son dernier ouvrage paru aux Editions Libréchange :
« L'Obsession antilibérale française »

Cette distinction lui sera remise par
Jean-Philippe Delsol
avocat fiscaliste, lauréat du Prix Renaissance de l'Economie 2013.

*Légende du lauréat - Tenue : Dames : Robe de cocktail - Messieurs : tenue sombre avec cravate du Cercle souhaitée - Dîner placé
Présence souhaitée des précédents lauréats du Prix Renaissance de l'Economie - RSVP avant le 15 mai 2015.*

Nota : Les inscriptions sont enregistrées dans l'ordre d'arrivée des réservations accompagnées de leur règlement. Vous pouvez cependant obtenir confirmation de votre inscription en téléphonant au Cercle Renaissance (tél. 01 42 27 48 22). L'accueil se fera à l'entrée sans envoi de contremarque préalable. Aucun paiement sur place ne sera accepté. Les annulations, parvenues moins de 4 jours avant la date de la manifestation, ne peuvent pas donner lieu à remboursement.

Formulaire de réservation à retourner avant le 15 mai 2015
au Cercle Renaissance, 138, rue de Tocqueville, 75017 Paris.
(Pour ne pas endommager la revue, ce formulaire peut être recopié sur papier libre)

M. Mme, Mlle Tél.: Courriel:

Adresse

Accompagné(e)

participera(ont) au grand dîner du mercredi 20 mai 2015 au cours duquel sera remis le Prix Renaissance de l'Economie 2015, et vous adresse(nt) sa (leur) participation (100 € par personne, réduits à 90 € pour les membres du Cercle Renaissance, leurs invités, ou pour chacun des membres d'une même famille), soit un montant de : € par chèque libellé à l'ordre du Cercle Renaissance.

souhaiterait être placé à table à côté de :

(pour les non-membres) souhaite recevoir une documentation sur le Cercle Renaissance en vue d'une éventuelle adhésion.

Date : Signature :

aleps Nos fidèles abonnés doivent savoir que leur versement par chèque ou par internet est déductible pour moitié de l'impôt sur le revenu, et que nous adressons le CERFA nécessaire à ceux qui le demandent.

Ainsi il ne vous en coûte que 20 euros pour vous régaler chaque semaine de votre lecture favorite. Si vous voulez réellement payer 40 euros de votre poche, n'hésitez pas à faire un versement de 80 euros. Nous en avons bien besoin.

ÉTHIQUE ET NUMÉRIQUE

22^e colloque du Centre d'éthique économique

Aix-en-Provence
18^e et 19^e juin 2015

Pour la 22^{ème} année consécutive, le Professeur Jean Yves Naudet vous convie à son Colloque d'Éthique Economique, qui aura pour thème cette année

Ethique et numérique

Le numérique a de nombreux prolongements sur la vie économique (Bitcoin, Moocs, crowdfunding, gratuité...), déontologiques et juridiques (protection de la vie privée, droit à l'oubli,...), politiques (le numérique menace-t-il le politique,...), ou encore sur l'évolution des médias à l'heure du numérique. Tous ces thèmes posent des questions d'ordre éthique.

Au programme de ces deux journées organisées à la faculté de Droit d'Aix en Provence, les interventions de Dominique Augey, Serge Schweitzer, Olivier Bomsel, Marianne IISUKA, Lucien Rapp, Jean Marie Charon, Damien Frossard, Anthoni Jammot, Eric Scherer, Hervé Isar, Philippe Mouron, Frédérique Chopin, Nicolas Madelena Di Florio, Jean Pierre Centi, Pierre Schweitzer, Pierre Garelo, Francis Balle.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

Secrétariat du Colloque : Centre de Recherches en Éthique économique
AMU - Faculté de Droit et de Science Politique
3, avenue Robert-Schuman
13628 AIX-EN-PROVENCE cedex 1
Bureau 310 (3^e étage bât Schuman)
Tél : 04 42 17 28 73 - Télécopie : 04 42 17 28 59
mail : francoise.bensakkoun@univ-amu.fr ou fdsp-centre-ethique@univ-amu.fr
Site Internet : www.centre-ethique.univ-cezanne.fr



Connaissance du libéralisme

pour ceux qui s'inquiètent pour la moralité du marché ou le matérialisme du capitalisme

Si le libéralisme n'est pas assez attractif dans notre pays, c'est qu'il n'est pas connu. Pas enseigné, pas traité, le libéralisme est caricaturé.

Ce livret rétablit la vérité : non le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice, etc. Au contraire le libéralisme a une dimension éthique : c'est une doctrine de la dignité de la personne humaine et de l'harmonie sociale.

36 pages, 5 €

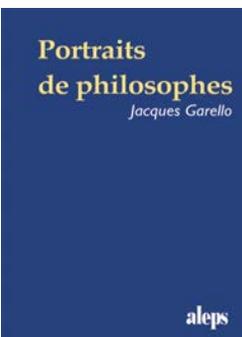


Se passer de l'Etat

à offrir à ceux qui craignent la disparition des écoles, des trains, de l'électricité, des théâtres, des musées et des stades

Pas de sérieuse diminution des dépenses publiques sans réduction du périmètre de l'Etat. Des privatisations généralisées ne nuisent pas à la santé, ni à l'éducation, ni aux communications, ni aux retraites de la population : c'est tout le contraire, comme le prouvent les réformes pratiquées en Allemagne, en Grande Bretagne, en Scandinavie, en Europe Centrale ou au Canada, il est facile, confortable et économique de se passer de l'Etat dans beaucoup de domaines.

36 pages, 5 €



Portraits de philosophes

pour nous persuader que la dignité de l'être humain est au cœur d'une société de libertés

D'Aristote à René Girard, ils ont abordé les thèmes de l'éternel humain : la nature de l'homme, son destin, sa conscience, la liberté, le pouvoir, la religion, la vie, la vérité, etc.

Dans une société où le paraître l'emporte largement sur l'être, se rapprocher des philosophes nous aide à retrouver ce qui importe à long terme, ce qui est le fond de notre humanité et ce qui donne valeur à notre liberté.

64 pages, 30 portraits, 5 €



Portraits d'économistes

une aide précieuse pour protéger lycéens et étudiants contre la désinformation des manuels d'économie

Etes-vous adeptes et satisfaits de la pensée unique ? Ces portraits montrent l'extrême richesse de l'histoire de la pensée économique, d'Adam Smith à nos jours. Ils vous font découvrir les permanences (les problèmes économiques) et les oppositions (les doctrines économiques).

Dépenses publiques et impôts d'un côté, ou libre échange et libre entreprise de l'autre : ce débat actuel s'est noué avec Say et Malthus, se poursuivant entre Bastiat et Marx, puis au 20ème siècle par Keynes et Hayek – par exemple.

48 pages, 22 portraits, 5 €

BULLETIN DE COMMANDE

- | | | | | |
|--|----|---|----|------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Connaissance du libéralisme | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits de philosophes | 5€ | Frais de port : 1 ouvrage 2€ |
| <input type="checkbox"/> Se passer de l'Etat | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits d'économistes | 5€ | A partir de 2 ouvrages 6€ |

NOMPrénom

Adresse

E-mail

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et nous les faire parvenir à
ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4